

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N° 1158 le 13 décembre 2020

Dans ce numéro

L'Algérie préoccupée par le paiement de rançons en échange de la libération d'otages...

(Page 2)

Au Mozambique, attaque djihadiste à proximité d'installations gazières stratégiques...

(Page 3)

Forte activité des services de renseignement nord-coréens dans la capitale autrichienne...

(Page 4)

Nouvelle incursion de navires chinois dans les eaux territoriales japonaises...

(Page 5)

L'Ukraine et la Turquie envisageraient la production conjointe de lance-roquettes...

(Page 6)

Des documents liés à Pfizer-BioNTech auraient été piratés lors d'une cyberattaque visant l'Agence européenne des médicaments...

(Page 7)

FORMULATION D'ARTICLE

- Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Signature d'un accord permettant à la Russie la création d'une base navale au Soudan...

La Russie a signé avec le Soudan un accord lui permettant la création d'une base navale en mer Rouge pour le ravitaillement de sa flotte, selon un document officiel disponible sur le site du gouvernement russe. Selon ce document, dont une version préliminaire avait été publiée en novembre, la Russie établira au Soudan un centre de support logistique où pourront être assurés des réparations, des opérations de ravitaillement et le repos de membres d'équipage de la marine russe. Cette base pourra accueillir au maximum 300 militaires et personnels civils, ainsi que quatre navires, dont des engins à propulsion nucléaire. La Russie possédera le droit de transporter, via les ports et aéroports du Soudan, des armes, des munitions et des équipements nécessaires pour le fonctionnement de cette base navale. La création de cette base répond aux objectifs de maintien de la paix et de la stabilité dans la région, est de nature défensive et n'est pas dirigée contre d'autres États, selon le document. Cet accord sera en vigueur pour 25 ans, après un renouvellement automatique de 10 ans si aucune des parties ne demande sa cessation au préalable.

(Africa Radio, le 09-12-2020)

Démonstration de force de l'USAF avec l'envoi de deux bombardiers B-52 dans le golfe Persique...

Deux bombardiers américains B-52 ont effectué jeudi une mission de démonstration de force dans le golfe Persique qui, selon les responsables militaires, visait à dissuader l'Iran et ses mandataires de mener des attaques contre les troupes américaines au Moyen-Orient dans un contexte de tensions croissantes entre les deux pays, a rapporté jeudi le *New York Times*. La mission de 36 heures des avions de combat depuis la base aérienne de Barksdale en Louisiane était la deuxième en trois semaines. Les États-Unis mènent périodiquement ces missions au Moyen-Orient et en Asie pour souligner la puissance aérienne américaine aux alliés et aux adversaires, mais les deux missions en un mois demeurent cependant inhabituelles. La mission multinationale, qui comprenait des avions d'Arabie saoudite, du Qatar et de Bahreïn, a été effectuée bien en dehors de l'espace aérien iranien. Les avions de combat américains sont restés dans la région du Golfe pendant environ deux heures, avant de rentrer chez eux, ont indiqué des responsables.

(I24News, le 10-12-2020)

Au moins un mort après de nouveaux tirs de roquettes dans le centre de Kaboul...

Des tirs de roquettes, au moins dix, ont fait au moins un mort ce matin dans le centre de Kaboul. C'est la deuxième attaque de ce genre dans la capitale afghane en moins d'un mois.

(Radio Vatican, le 12-12-2020)

En Afghanistan, une journaliste et son chauffeur tués dans un attentat...

En Afghanistan, Malalai Maiwand, une célèbre journaliste de télévision, a été tuée avec son chauffeur. Ils ont été victimes d'un attentat. Cela s'est passé dans l'est du pays. L'attaque, pour l'instant, n'a pas été revendiquée.

(Deutsche Welle, le 10-12-2020)

Trois membres présumés du PKK tués lors d'une frappe de l'aviation turque dans le nord de l'Irak...

Le ministère turc de la Défense a annoncé la neutralisation de trois terroristes du PKK dans le nord de l'Irak. Dans un communiqué partagé mardi, le ministère turc de la Défense a indiqué que des opérations aériennes ont été menées contre les terroristes du PKK dans le nord de l'Irak. « Trois terroristes du PKK, identifiés dans la région de Metina, dans le nord de l'Irak, se préparant à mener des attaques, ont été neutralisés au cours de frappes aériennes. Les opérations se poursuivront jusqu'à ce que le dernier terroriste soit neutralisé » a écrit le ministère.

(La voix de la Turquie, le 08-12-2020)

Depuis septembre, quarante djihadistes auraient été tués par l'armée dans le nord du Sinaï...

L'armée égyptienne a annoncé mardi avoir éliminé quarante djihadistes présumés, et que sept militaires ont été tués ou blessés depuis septembre dans le nord du Sinaï, en proie de longue date à une insurrection islamiste. Dans un communiqué vidéo publié sur *Facebook*, l'armée a indiqué que ses forces aériennes avaient réussi à éliminer vingt-cinq éléments « takfiri » dans la région stratégique du nord-est, désignant ainsi le Nord-Sinaï, et que quinze autres djihadistes présumés ont été tués au cours d'opérations spéciales, depuis septembre. Les responsables des forces de sécurité égyptiennes utilisent le terme de « takfiri » pour désigner des militants islamistes extrémistes. Par ailleurs, l'armée a ajouté que deux officiers, deux sous-officiers et un soldat, soit cinq de ses membres, ont eu l'honneur de tomber en martyrs ou d'être blessés au cours des affrontements, sans précisions. Ces opérations ont également abouti à l'arrestation de douze autres combattants extrémistes présumés, poursuit le communiqué. Depuis des années, les forces égyptiennes s'efforcent de mettre fin à l'insurrection dans le nord de la péninsule du Sinaï, menée principalement par la branche locale du groupe État islamique province du Sinaï. Les attaques se sont multipliées après la destitution en 2013, par l'armée, du président islamiste égyptien, Mohamed Morsi. Et depuis février 2018, les autorités mènent une opération d'envergure nationale contre les militants islamistes, principalement axée sur le nord du Sinaï et le désert occidental. Environ 970 militants présumés ont été tués dans le Sinaï ainsi que des dizaines de membres du personnel de sécurité, selon des statistiques officielles. Mais aucun bilan de source indépendante n'est disponible, et le Nord-Sinaï est interdit aux journalistes.

(Africa Radio, le 08-12-2020)

L'Algérie préoccupée par le paiement de rançons en échange de la libération d'otages...

Le Premier ministre algérien Abdelaziz Djerad a regretté le paiement de rançons pour libérer des otages, dans une référence implicite à la France après la récente libération au Mali de quatre otages dont une Française. « L'Algérie prend acte, avec une grande préoccupation, de la poursuite des transferts, au profit de groupes terroristes, de fonds colossaux au titre de rançons pour la libération des otages. Une démarche qui sape nos efforts de lutte antiterroriste » a déclaré dimanche M. Djerad lors de la 14e session extraordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine (UA), cité par l'agence officielle algérienne APS. Négociée par le pouvoir malien avec un groupe djihadiste combattu depuis des années par la France, la libération en octobre de 200 prisonniers contre les quatre otages, dont l'humanitaire française Sophie Pétronin, avait déjà été vivement critiquée par Alger. L'un des djihadistes relâchés au Mali en échange des otages, arrêté fin octobre en Algérie, avait évoqué le versement d'une rançon de millions d'euros, dans une vidéo diffusée sur la télévision publique algérienne. « Les négociations ont eu lieu avec la France, Iyad Ag Ghali (un des principaux leaders de la nébuleuse djihadiste sahéenne, affilié à Al-Qaïda) et le Mali » avait-il affirmé sans qu'il soit possible de corroborer ses dires ni de savoir dans quelles conditions la vidéo avait été enregistrée. Le mois dernier, le ministère algérien de la Défense avait déjà déploré le versement d'une importante rançon au profit des groupes terroristes, en échange de la libération de trois otages, fustigeant des pratiques douteuses, contraires aux résolutions onusiennes incriminant le versement de rançons aux groupes terroristes. Le Premier ministre algérien a aussi estimé qu'il était

impératif de consolider la concertation afin d'éradiquer l'extrémisme violent, lutter contre le terrorisme et assécher les sources de son financement. La France a toujours démenti avoir été impliquée dans les négociations pour la libération des quatre otages, et avoir payé une rançon pour Mme Pétronin. « Nous n'étions pas partie de ces négociations » a dit le 12 octobre le Premier ministre Jean Castex, évoquant un geste humanitaire des djihadistes à propos de la libération de Mme Pétronin. Les paiements de rançon dans le cadre de libération d'otages occidentaux au Sahel sont réputés courants, sans que les détails ni la véracité de ceux-ci ne soient dans la majorité des cas confirmés officiellement. Cette déclaration du Premier ministre algérien intervient dans un contexte de crispations croissantes entre Paris et Alger. La France a récemment dit envisager une réduction ciblée du nombre de visas attribués aux pays, notamment l'Algérie, qui rechignent à reprendre leurs ressortissants en situation irrégulière et/ou ceux soupçonnés de radicalisation.

(Africa Radio, le 08-12-2020)

En Somalie, nouvelles frappes aériennes américaines contre des membres présumés d'Al-Shabaab...

En Somalie, les États-Unis ont annoncé jeudi avoir mené deux frappes aériennes contre des experts en explosifs, des djihadistes shabaab affiliés à Al-Qaïda, avant le retrait annoncé de la majorité des forces américaines au sol. Le chef des forces spéciales en Afrique, le général Dagvin Anderson, a déclaré : « Cette frappe devrait démontrer à tout ennemi que nous soutenons nos partenaires et que nous défendrons vigoureusement nos forces ainsi que nos partenaires au cours de ce repositionnement et des futures opérations.

(La voix de l'Amérique, le 11-12-2020)

Dix militaires tués par des membres présumés du groupe État islamique en Afrique de l'Ouest, dans le nord-est du Nigeria...

Dix soldats nigériens ont été tués et un autre a été pris en otage lors d'affrontements avec des djihadistes dans l'État de Borno, au nord-est, a-t-on appris de sources sécuritaires. Les affrontements ont éclaté lundi lorsqu'un groupe de soldats a attaqué un camp de combattants du groupe État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), dans le village d'Alagarno, dans le district de Damboa. « Nous avons perdu dix soldats dans les combats et un a été pris en otage par les terroristes » a indiqué mardi à l'AFP une source sécuritaire. « C'était une bataille intense et les terroristes ont aussi subi des pertes, mais ils ont été en mesure de dominer les soldats » a dit une autre source sécuritaire, ajoutant que les djihadistes se sont emparés de quatre véhicules, dont un camion et un véhicule blindé. Les deux sources ont demandé à garder l'anonymat. Le village d'Alagarno, à 150 kilomètres de la capitale régionale de Maïduguri, est un bastion de l'ISWAP qui a récemment multiplié ses attaques contre des civils, tuant et enlevant des gens sur les autoroutes et pillant des villages pour s'approvisionner en nourriture. Mardi, l'ISWAP a indiqué que ses combattants ont tué sept soldats nigériens en repoussant une attaque dans la forêt d'Alagarno, selon un communiqué cité par SITE, le Centre américain spécialisé dans la surveillance de la mouvance djihadiste. ISWAP affirme également avoir tué quatre autres soldats nigériens le même jour dans une autre attaque près de la ville de Gamboru, près de la frontière avec le Cameroun. L'AFP n'a pas été en mesure de vérifier cette information de source indépendante.

(Africa Radio, le 09-12-2020)

Au Mozambique, attaque djihadiste à proximité d'installations gazières stratégiques...

Des combattants djihadistes ont attaqué lundi soir un village du nord du Mozambique à proximité d'installations gazières stratégiques, a appris l'AFP auprès de sources militaires dans la région. Il s'agit du village de Mute, situé seulement à une vingtaine de kilomètres de la péninsule d'Afungi, centre névralgique d'un projet qui représente l'un des plus gros investissements en Afrique et auquel participe notamment le groupe français Total. Les djihadistes visaient un déploiement de militaires dans ce village au sud du port de Palma. Les violences se sont prolongées pendant la nuit, les djihadistes mettant le feu à des dizaines de maisons des villageois, selon un modus operandi bien connu dans la région aux prises avec cette insurrection depuis 2017. « Après l'attaque des terroristes contre notre position, des renforts ont été envoyés pour les repousser » selon une source militaire à Palma qui a requis l'anonymat, précisant que les affrontements se poursuivaient mardi. Mute a longtemps servi de zone tampon entre les installations de gaz naturel et le port stratégique pour l'acheminement des infrastructures, Mocimboa da Praia, contrôlé par les djihadistes depuis août. Cette récente attaque

nourrit les inquiétudes des investisseurs étrangers en vue de l'exploration gazière, parmi lesquels Total mais aussi l'Américain Exxon et l'Italien Eni, selon ce responsable militaire. Selon une autre source militaire, des renforts aériens de la société de sécurité privée sud-africaine Dyck Advisory Group ont été déployés depuis Pemba, la capitale de la province de Cabo Delgado, pour aider les militaires à reprendre Mute.

(Africa Radio, le 09-12-2020)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Forte activité des services de renseignement nord-coréens dans la capitale autrichienne...

Vienne constituerait la tête de pont pour les activités d'espionnage et de commerce illégal de P'yongyang. C'est ce qu'a annoncé la très réputée agence de presse *Bloomberg*, citant un haut responsable des services de renseignement d'un pays occidental. Ce dernier estime que la capitale autrichienne compterait au maximum dix agents nord-coréens issus du ministère de la Sécurité publique du pays communiste. En plus de la collecte d'informations, ces agents auraient pour mission de surveiller les diplomates nord-coréens à l'étranger et de rapatrier les cadres convoqués par le régime de Kim Jong-un. De plus, c'est par Vienne que la Corée du Nord importerait de façon illicite les armes et les produits de luxe en provenance d'Europe, qui font l'objet des sanctions internationales. Toujours selon *Bloomberg*, les autorités autrichiennes ont récemment découvert un conteneur rempli de médicaments et de bouteilles de vins ayant un lien avec l'ambassade de Corée du Nord. L'agence de presse américaine prévoit que Vienne deviendra encore plus importante pour la Corée du Nord. En effet, si le dossier du nucléaire nord-coréen progresse avec l'arrivée de Joe Biden à la Maison-Blanche, il sera suivi par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), dont le siège se trouve dans la capitale autrichienne.

(KBS World Radio, le 07-12-2020)

De nouveaux détails sur le système utilisé pour assassiner Mohsen Fakhrizadeh...

Le général de brigade Ali Fadavi, commandant en chef adjoint du CGRI, a donné des détails concernant l'assassinat de Fakhrizadeh. Il a souligné : « Onze Gardiens de la révolution accompagnaient le martyr Fakhrizadeh, et l'explosion de la voiture Nissan avait pour but de les éliminer. Personne n'était sur les lieux de l'assassinat, et au total, treize balles ont été tirées, toutes à partir d'une mitrailleuse déployée à l'intérieur du Nissan, et le reste des balles a été tiré par des gardes du corps qui défendaient le convoi. La mitrailleuse installée à l'intérieur du Nissan était également équipée d'un système satellitaire qui ciblait le scientifique iranien Mohsen Fakhrizadeh et qui bénéficiait de l'intelligence artificielle. Le chef de l'équipe de protection a été abattu, parce qu'il s'est jeté sur le martyr. La mort de M. Fakhrizadeh est également due à une balle qui l'a frappé dans le dos et a provoqué l'amputation de sa moelle épinière. »

(Press TV, le 07-11-2020)

Les services de renseignement américains pourraient être amenés à publier leur rapport sur l'assassinat de Jamal Khashoggi...

Les services de renseignement américains devront-ils rendre publics un enregistrement et leur rapport sur l'assassinat du dissident saoudien Jamal Khashoggi ? Ce chroniqueur du *Washington Post* a été assassiné et son corps découpé en morceaux en 2018 au consulat saoudien à Istanbul en Turquie. La fondation Open Society a estimé avoir obtenu un premier pas en ce sens, après qu'un juge eut ordonné mardi 8 décembre à ces services de renseignement de reconnaître l'existence de ces pièces à conviction.

(La voix de l'Amérique, le 09-12-2020)

... MILITAIRE ...

Une équipe de l'ONU prise pour cible par des forces pro-gouvernementales au Tigré...

L'Éthiopie a reconnu mardi que des forces pro-gouvernementales avaient tiré sur une équipe de l'ONU au Tigré, déniaient fermement un accès sans restriction des humanitaires à cette région du nord après plus d'un mois de conflit. Le porte-parole de la cellule de crise gouvernementale pour le Tigré, Redwan Hussein, a confirmé hier qu'une équipe de l'ONU avait essuyé des tirs et avait été arrêtée dimanche dans cette région. Selon lui les membres de cette équipe ont forcé deux barrages pour se rendre dans des zones où ils n'étaient pas sensés aller et au moment où ils allaient franchir le troisième ils ont

essuyé des tirs et ont été arrêtés. Il a précisé que ces humanitaires ont ensuite été libérés. Les Nations unies et organisations humanitaires se disaient mardi de plus en plus inquiètes de la situation au Tigré. L'ONU avait indiqué avoir obtenu un accès humanitaire sans restriction en vertu d'un accord avec les autorités d'Addis Abeba, annoncé la semaine dernière. Mais pour le porte-parole éthiopien, « un accès sans restriction à n'importe quel coin du pays, cela n'existe pas ». Le Tigré est privé d'aide depuis que le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed y a envoyé l'armée fédérale le 4 novembre pour chasser les dirigeants du Front populaire de libération du Tigré qui défiaient depuis des mois son autorité.
(*La voix de l'Amérique, le 09-12-2020*)

Le Japon en passe de construire deux nouveaux navires équipés du système antimissile balistique Aegis...

Les parlementaires de la formation japonaise au pouvoir ont approuvé le projet du ministère de la Défense de construire deux nouveaux navires équipés du système antimissile balistique Aegis. Le ministre de la Défense Kishi Nobuo a exposé mercredi le plan lors d'une réunion du Parti libéral démocrate sur la défense et les affaires internes. Ce système était une des alternatives proposées par le ministère au système de défense antimissile basé à terre Aegis. Ce dernier a été abandonné. La décision du ministère de choisir un système basé sur un navire s'est appuyée sur une enquête du secteur privé. M. Kishi a expliqué que le ministère suivrait ce plan en ajoutant les deux navires à la flotte Aegis des Forces maritimes d'autodéfense japonaises. Le ministre a aussi présenté aux participants, lors de la réunion, un projet de développement de missile *stand-off*. Un missile *stand-off* est un type de missile antinavire mer-mer avec une portée plus importante que le modèle actuel. M. Kishi a reçu l'approbation des participants pour mettre le plan à exécution. Le gouvernement japonais espère obtenir l'approbation du Cabinet pour la construction des deux nouveaux navires, la semaine prochaine au plus tôt. Il compte aussi réserver les fonds nécessaires dans le budget de l'année fiscale 2021 qui débutera en avril.
(*Radio Japon international, le 09-12-2020*)

Nouvelle incursion de navires chinois dans les eaux territoriales japonaises...

Des responsables des garde-côtes japonais indiquent que quatre navires officiels chinois sont temporairement entrés dans les eaux territoriales nipponnes au large des îles Senkaku en mer de Chine orientale. Les responsables expliquent que les quatre navires sont entrés l'un après l'autre dans la zone nipponne au large de l'île Uotsuri à partir de 9h40 mercredi. Les quatre navires ont été repérés naviguant dans les eaux territoriales japonaises pendant environ une heure et demi. Ils ont ensuite quitté la zone à 11h30. Il s'agit de la vingt-deuxième intrusion dans les eaux territoriales nipponnes par des navires officiels chinois cette année et la première depuis le 7 novembre. Le Japon contrôle les îles Senkaku. La Chine et Taïwan les revendiquent. Le gouvernement nippon maintient qu'elles font partie intégrante de son territoire en termes d'histoire et de droit international. Il ajoute qu'il n'y a pas de question de souveraineté les concernant à être résolue.
(*Radio Japon international, le 09-12-2020*)

La mission des Forces d'autodéfense japonaises au Moyen-Orient prolongée de douze mois...

Le gouvernement japonais a prolongé la mission des Forces d'autodéfense au Moyen-Orient pour encore douze mois, justifiant sa décision par les tensions constantes dans cette région. Le destroyer et l'avion de patrouille nippons sont déployés dans la zone pour une mission de collecte de renseignements contribuant à garantir la sécurité de la navigation des bateaux en lien avec le Japon. Les ministres du gouvernement ont approuvé cette prolongation lors d'une réunion ce vendredi. La date limite de la mission en cours était fixée au 26 décembre. Il s'agit de la première fois qu'une prolongation est autorisée.
(*Radio Japon international, le 11-12-2020*)

Des navires de patrouille dotés de capacités militaires déployés par Taïwan...

Taïwan a mis en service un navire de patrouille capable de transporter des missiles antinavires. Le bâtiment doit contribuer au renforcement des activités de surveillance et, semble-t-il, améliorer la capacité de contrer l'armée chinoise. Le navire à double coque mesure 65,4 mètres de long et déplace 760 tonnes. Il peut naviguer à plus de 80 kilomètres à l'heure. Il dispose d'un canon à eau à haute pression, d'une mitrailleuse avec des fonctions de suivi automatique et d'un système de lancement multiple de roquettes qui peut suivre des cibles la nuit ou par faible visibilité. Le navire peut également

transporter seize missiles antinavires mis au point par Taïwan. D'après les autorités, il pourra participer à des combats aux côtés de la marine si nécessaire. Le navire doit participer à des opérations de patrouille et de sauvetage. Il s'agit du premier déploiement par Taïwan d'un navire de patrouille doté de capacités militaires. Taïwan prévoit de porter à douze d'ici 2027 le nombre de ces bâtiments.
(*Radio Japon international, le 11-12-2020*)

La chef de l'État Tsai Ing-wen a présidé ce vendredi la cérémonie de livraison officielle de deux navires armés et du baptême de la corvette *Cheng Kung* que les chantiers navals de Kaohsiung ont remis aux garde-côtes. Durant son allocution, la présidente a souligné l'importance de ces nouveaux patrouilleurs et corvettes qui sont plus rapides et mieux équipés que les vaisseaux de la flotte actuelle qu'ils viennent renforcer. Insistant sur l'importance pour Taïwan de pouvoir construire ses propres navires pour renforcer les capacités de défense, Tsai Ing-wen a notamment souligné que la corvette de classe *Anping* qui vient d'être livrée pouvait par exemple être équipée pour combattre en cas de conflit armé. Ces trois nouveaux bâtiments armés entrent dans le cadre du programme décennal de construction par Taïwan de cent vaisseaux pour sa flotte navale. En plus de renforcer les capacités défensives du pays, ce programme doit permettre à Taïwan de développer et améliorer les technologies et innovations de l'industrie des chantiers navals. (*Radio Taïwan international, le 11-12-2020*)

Mouvements de militaires américains et croates en Slovaquie...

Le ministère de la Défense de la République slovaque a donné l'information que les unités des forces armées alliées et leurs engins traverseront le territoire de la République slovaque entre le 14 et 20 décembre. Il s'agit des déplacements de militaires américains et croates. Le ministère souligne que ces transits ont été autorisés dans le cadre des lois du Bureau de la santé publique.
(*Radio Slovaquie international, le 11-12-2020*)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

En 2019 augmentation de 8,5% du chiffre d'affaires des 25 plus grandes entreprises d'armement de la planète...

Les vingt-cinq plus grandes entreprises d'armement ont augmenté leur chiffre d'affaires de 8,5% l'année dernière. C'est ce qui ressort du dernier rapport publié par le SIPRI, un institut pour la paix en Suède. Fabriquer et surtout vendre des armes reste lucratif puisque ce commerce a rapporté près de 300 milliards d'euros aux plus grands fabricants. La plupart sont toujours aux États-Unis. Ils occupent 61% du marché. Ensuite vient la Chine qui détient environ 16%, puis la Russie avec 4% de parts de marché. Les six plus grandes entreprises d'armements européennes atteignent ensemble 18% du marché et en Allemagne le plus grand fabricant d'armes s'appelle Rheinmetall, mais il ne figure pas dans le top 25 mondial pris en compte dans ce rapport.
(*Deutsche Welle, le 07-11-2020*)

L'Ukraine et la Turquie envisageraient la production conjointe de lance-roquettes...

Le vice-Premier ministre ukrainien et ministre chargé des industries stratégiques Oleg Uruskiy a affirmé que l'Ukraine et la Turquie ont discuté de la production conjointe d'un lance-roquettes. Dans un reportage accordé à la presse ukrainienne, Uruskiy a évalué sa visite en Turquie avec le Premier ministre Denys Chmyhal. Il a indiqué que son pays cherche des partenaires sérieux pour la production de lance-roquettes, précisant s'être entretenu avec la Turquie à ce sujet. Lors de la visite, les responsables turcs et ukrainiens ont discuté des projets éventuels de défense. « Nous sommes très proches d'un accord pour les drones et les moteurs d'avions » s'est-il réjoui.
(*La voix de la Turquie, le 08-12-2020*)

Le gouvernement américain approuve la vente à Taïwan d'un système de communication FICS...

Le ministère taiwanais des Affaires étrangères a annoncé avoir été officiellement informé par le gouvernement américain de la vente d'un système de communication d'information sur le terrain (Field Information Communications System, FICS) à Taïwan. Cette vente d'une valeur de 280 millions de dollars américains comprend 154 nœuds de communication, 24 relais de communication, 8 systèmes de gestion de réseau ainsi que d'autres équipements connexes, la formation du personnel et un soutien technique et logistique. La diplomatie a exprimé aujourd'hui la gratitude taiwanaise via sa porte-parole Joanne Ou : « Il s'agit de la onzième vente accordée par l'administration Trump et de la sixième vente de l'année. Cette vente démontre pleinement l'attention accordée par le gouvernement américain au

besoin de Taïwan en matière de défense. Les États-Unis mettent en place progressivement un mécanisme normalisé de vente d'armes à Taïwan pour que le pays puisse acquérir des équipements nécessaires à sa défense à temps et renforcer sa capacité de dissuasion. » De son côté, le ministère de la Défense nationale a souligné que cette vente permet d'améliorer les capacités de communication et de défense de l'armée, ajoutant que Taïwan et les États-Unis continueraient de consolider leur partenariat en matière de sécurité et de maintenir la paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan.
(*Radio Taïwan international le 08-12-2020*)

... CYBERESPACE ...

En Algérie, entrée en vigueur de nouvelles dispositions renforçant le contrôle des médias en ligne...

De nouvelles dispositions pour contrôler les médias en ligne, sur le plan technique et éditorial, sont entrées en vigueur en Algérie, où les journalistes dénoncent un verrouillage médiatique extrême dans un pays où ils sont déjà étroitement surveillés. Un décret mis en ligne mardi stipule que l'activité d'information en ligne doit être exercée par une personne de nationalité algérienne et soumet les médias électroniques à de nombreuses autorisations et vérifications. Ils doivent notamment délivrer de nombreuses informations concernant leur hébergement, leur financement et sont contraints de conserver une archive de tous leurs contenus pendant au moins six mois. Les sites publiant en langue étrangère - en français par exemple - doivent obtenir l'accord de l'autorité chargée de la presse électronique. L'hébergement des sites doit désormais être exclusivement domicilié en Algérie avec un nom de domaine .dz. La grande majorité des sites sont actuellement hébergés à l'étranger, principalement pour des raisons techniques et de bureaucratie. Les médias électroniques disposent d'un délai de douze mois pour se conformer à ces dispositions. Ces nouvelles règles sont censées faciliter l'organisation de la profession en dressant une cartographie des médias et participer à la lutte contre les discours de haine et de désinformation, selon le ministre de la Communication et ancien journaliste, Ammar Belhimer. Mais elles sont décriées par les professionnels des médias en ligne, qui dénoncent un verrouillage médiatique extrême et un régime d'autorisation très contraignant. Internet fait l'objet d'un contrôle croissant en Algérie, touchant à la fois aux publications des sites web et des internautes critiques à l'égard du pouvoir. Au moins une dizaine de sites d'information ont été censurés par les autorités au cours de l'année 2020, à l'instar de *Radio M, Maghreb Emergent, Interlignes, Casbah Tribune...* Parmi eux, certains ont été accusés de toucher des financements étrangers. L'entrée en vigueur de ce décret intervient dans le sillage d'autres amendements législatifs, comme la réforme du code pénal adoptée en avril. Visant à criminaliser la diffusion de fausses nouvelles, elle est perçue par les organisations de défense des droits humains comme une grave menace à la liberté d'expression et de la presse. L'Algérie figure à la 146e place (sur 180) du classement mondial de la liberté de la presse 2020 établi par Reporters sans Frontières (RSF), un recul de près de 30 places par rapport à 2015.

(*Africa Radio, le 10-12-2020*)

Des documents liés à Pfizer-BioNTech auraient été piratés lors d'une cyberattaque visant l'Agence européenne des médicaments...

L'Agence européenne des médicaments, l'AEM, a été la cible d'une cyberattaque au cours de laquelle des documents liés à Pfizer-BioNTech ont été piratés alors que la course à la vaccination est désormais lancée sur la planète. L'AEM qui contrôle les médicaments de l'ensemble des 27 États membres de l'Union européenne doit rendre le 29 décembre au plus tard sa décision sur une autorisation conditionnelle du vaccin Pfizer-BioNTech déjà approuvé au Royaume-Uni, à Bahreïn et au Canada.

(*Deutsche Welle, le 10-12-2020*)

Des documents liés à la demande d'autorisation de vaccin contre la Covid-19 de Pfizer-BioNTech ont été piratés. Des cyberpirates s'en sont pris à l'Agence européenne du médicament. L'AEM estime que ce piratage n'aura pas d'incidence sur les délais d'autorisation en Europe du vaccin de Pfizer-BioNTech. Aucune donnée personnelle de patients n'aurait été volée. Les laboratoires et entreprises pharmaceutiques occidentales ont lancé des avertissements ces derniers temps contre des tentatives de hacking qui émanaient du grand banditisme étant donné les enjeux financiers qui entourent le vaccin anti-Covid19.

(*Deutsche Welle, le 10-12-2020*)

Huawei soupçonné d'avoir participé au développement d'un logiciel destiné à traquer les Ouïgours...

Antoine Griezmann met un terme immédiat à son partenariat avec Huawei. La star de football invoque de forts soupçons sur la participation de Huawei, géant chinois des télécommunications, à la surveillance de la minorité musulmane ouïgoure par les autorités de Pékin. Huawei aurait notamment contribué au développement d'une « alerte ouïgoure » grâce à un logiciel de reconnaissance faciale. L'attaquant de Barcelone et de l'équipe de France indique qu'il veut user de son influence pour contribuer au respect des droits de l'Homme et de la femme au sein de la société.
(*Deutsche Welle, le 10-12-2020*)

Taïwan appelle les hackers à tester la sécurité des nouvelles cartes d'identité numériques...

Selon le plan initial du ministère de l'Intérieur concernant le lancement de la nouvelle carte d'identité, cette fois-ci numérique, le remplacement général des cartes d'identité devrait commencer en juillet après une phase d'essai de six mois instaurée dans certains arrondissements ou municipalités. Malgré cela, les questions de sécurité de cette nouvelle carte numérique et la protection des données personnelles suscitent largement les inquiétudes des Taïwanais. Certains députés ont ainsi demandé au gouvernement de reporter le lancement de la nouvelle carte d'identité. En réponse aux députés, le Premier ministre Su Tseng-chang a tenté de rassurer les Taïwanais en lançant un appel à tous les citoyens, surtout les hackers : « J'invite tout le monde à tester la sécurité de notre système pour savoir s'il est possible de le pénétrer. Si quelqu'un y parvient, nous lui accorderons une prime. C'est seulement quand personne n'aura réussi à attaquer le système que nous lancerons cette carte à l'échelle nationale. Je ne dirai pas que la carte sera lancée en juillet prochain à l'échelle nationale tant que la sécurité n'aura pas été entièrement assurée. » Selon le ministère de l'Intérieur, les hackers et les spécialistes seront officiellement invités l'année prochaine pour tester la sécurité de la nouvelle carte d'identité taïwanaise.

(*Radio Taïwan international, le 11-12-2020*)



Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris
01 53 53 15 30